

Le Fonds pour la résilience de la GI-TOC sélectionne 10 lauréats pour défendre les droits humains face au crime organisé

Vienne, le 10 février 2023

La Global Initiative Against Transnational Organized Crime (L'Initiative mondiale contre le crime organisé transnational, GI-TOC) a le plaisir d'annoncer les 10 lauréats de la Bourse pour la résilience 2022, dont le thème est les droits humains et le crime organisé. Cette Bourse annuelle constitue une plateforme de collaboration intersectorielle, mondiale et interdisciplinaire entre des acteurs de la société civile, des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des artistes, des universitaires, des décideurs politiques, des responsables communautaires locaux et d'autres acteurs qui luttent contre les effets du crime organisé.

Le groupe des boursiers et boursières 2023 est divers en termes de parcours, de géographie et d'approches, et comprend des ressortissants d'Amérique latine, de pays africains francophones, d'Afrique de l'Est et d'Asie du Sud-Est. Parmi eux, des journalistes, des artistes, des défenseurs de la communauté et des militants LGBTQ+.

Chaque jour dans le monde entier, le droit des personnes à la vie et à la liberté est brisé violemment par la puissante combinaison d'organisations criminelles et d'États corrompus. Partout, le crime organisé asservit et torture les gens... il réduit la presse au silence, fait disparaître des personnes et s'en prend aux minorités en toute impunité. Les défenseurs des droits humains le paient de leur vie. Nous ne pouvons pas les laisser à leur sort. Il est urgent de les soutenir par le biais de réseaux, et c'est ce que nous voulons faire grâce à la bourse 2023.

– Siria Gastélum Félix, Resilience Fund director

Voici les boursiers et boursières pour 2023 :

Nom	Pays	Courte biographie
Juan Enamorado	Honduras	Juan est un éducateur et un responsable culturel pour le développement. Il crée des espaces d'apprentissage sûrs pour que les jeunes en difficulté puissent se lancer dans des activités artistiques et sportives, les éloignant ainsi des gangs et de la criminalité qui caractérisent sa ville.
FA	Irak	FA est une journaliste et réalisatrice indépendante d'Irak. Elle a couvert des questions de droits humains en arabe et en anglais, comme les droits des enfants de parents inconnus, la persécution des minorités en Irak, les droits des réfugiés et des personnes déplacées et la violence contre les femmes.
Bobbo Moussa	Cameroun	Bobbo est un historien, spécialisé dans les questions de sécurité, de défense et de stratégie. Il travaille sur l'extrémisme violent et les nouvelles menaces liées à la criminalité et aux marchés illicites dans le bassin du lac Tchad.
Vyalirendi Jacques Muhindo	République Démocratique du Congo	Le travail du Dr Muhindo est axé sur les jeunes et les enfants des communautés locales qui risquent de s'engager dans des activités criminelles dans une région aux prises avec des problèmes de sécurité causés par un conflit armé. Il dirige une plateforme où les habitants locaux peuvent participer aux questions de consolidation de la paix.
Marcela del Muro González	Mexique	Marcela est une journaliste basée à San Luis Potosí, au Mexique. Elle a documenté l'impact de la violence sur les communautés de sa région, notamment les disparitions et la violence sexiste.

N	Philippines	N est une apprentie psychothérapeute et une poétesse qui travaille avec des activistes autochtones et environnementaux qui subissent des traumatismes, des menaces, des intimidations et sont victimes de disparitions causés par des groupes armés.
Niara	Colombie	Niara est une éducatrice et une militante qui travaille à la création d'environnements sûrs et de parcours de soins pour les communautés afro-colombiennes vivant dans le nord-ouest de la Colombie, où l'activité criminelle est fortement présente. Les membres de la communauté et les victimes sont constamment menacés et traqués et subissent des violences sexuelles et sexistes.
Stephen Okanwy	Kenya	Stephen est un artiste de la communauté <i>queer</i> , qui se consacrera aux tentatives de contrer les violations des droits humains dont sont victimes les membres de la communauté LGBTQ+ au Kenya par les mouvements antiggenre qui s'appuient sur des groupes criminels organisés pour profiler, intimider et même assassiner les militants <i>queer</i> .
Soussoule Sanozil Guerrier	Haïti	Soussoule est une auteure de livres pour enfants. Elle se concentre sur l'éducation des enfants et des jeunes dans les zones touchées par le crime organisé dans le sud et l'ouest d'Haïti.
Kelana Wisnu	Indonésie	Kelana est journaliste, éditeur et chercheur. Il est cofondateur de Pustaka Pias, une maison d'édition indépendante axée sur la décolonisation, et reporter pour Narasi TV, un média basé à Jakarta. Son travail porte sur les droits des victimes de la traite des êtres humains.

À propos de la Bourse de résilience

La bourse fait partie du Fonds pour la résilience, programme phare de la GI-TOC, un mécanisme de subvention financé par les gouvernements de Norvège, de Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas et d'Allemagne, qui apporte un soutien à la société civile et aux communautés qui s'efforcent de contrer les effets de la gouvernance criminelle et de la violence dans le monde entier (plus d'informations [ici](#)).

Le thème de la première édition de la Bourse, en 2020, était les disparitions, ce qui a donné lieu à un projet collaboratif final : **A place called disappeared: The landscapes and stories of those who are #StillMissing** (« Un lieu appelé disparu : Les paysages et les histoires de ceux qui restent introuvables »). En 2021, le thème était l'extorsion. En plus de leurs projets et ateliers, les boursiers ont collaboré à une déclaration contre l'extorsion et ont produit une vidéo pour amplifier leur message : **End extortion now.** (« Finissons-en avec l'extorsion maintenant »). La Bourse de l'année dernière abordait le thème de la criminalité environnementale, en se concentrant sur des domaines tels que l'exploitation forestière illégale ; la pêche illégale, non déclarée et non réglementée ; et les effets environnementaux sur les zones autochtones protégées.

La Bourse pour la résilience est basée sur une approche à trois volets :

- **Parrainage** : offrir un soutien financier aux boursiers afin qu'ils disposent du temps et des ressources nécessaires pour réaliser un travail individuel et un projet collaboratif pendant l'année de la bourse. Un montant de 15 000 dollars US par boursier sera accordé pour un an.
- **Mise en réseau** : proposer la mise en place de tutorat avec des experts de la GI-TOC et réunir les boursiers pour démarrer un projet collaboratif à produire pendant leur année de bourse.
- **Diffusion** : créer une plateforme permettant aux boursiers de partager publiquement leurs travaux et leurs idées (à travers des conférences, des forums de la société civile, des publications nationales et internationales, etc.). Ceci permettra d'élargir le débat public, d'approfondir les relations avec la société, de solliciter le soutien et la participation du grand public et, enfin, des décideurs politiques.

La Bourse pour la résilience n'est pas conçue pour être une procédure de demande de subvention autonome afin de développer des projets individuels. C'est un mécanisme de soutien aux processus collaboratifs entre personnes engagées qui développent déjà des

approches créatives sur la résilience des communautés et le crime organisé par le dialogue, l'engagement et l'action. Ainsi, le Fonds privilégiera les candidats et candidates faisant preuve d'une réelle motivation et des moyens nécessaires pour collaborer sur des projets durables.

À propos du thème de la Bourse pour 2023: Droits humains et crime organisé

Le thème de 2023 a été choisi car la présence du crime organisé, sous quelque forme que ce soit, entraîne des violations de toute une série de droits humains, du droit à la vie, à la liberté, à la sécurité des personnes et des biens à la liberté de mouvement et à la liberté d'expression. Alors que les forces criminelles continuent d'étendre leurs activités et leur contrôle, les communautés du monde entier subissent d'immenses préjudices pour leurs peuples, leurs terres et leurs moyens de subsistance.

Voici quelques exemples de projets que nous cherchons à développer :

- droits des jeunes et des enfants menacés par le travail forcé, l'esclavage moderne ou la traite des êtres humains ;
- droits des jeunes et des enfants menacés par les activités de groupes criminels, notamment le recrutement par des gangs, ou leur implication dans des activités criminelles telles que l'extorsion, le micro-traffic ou le meurtre à gages ;
- droits des femmes bafoués par les manifestations de gouvernance et d'exploitation criminelles, notamment l'exploitation sexuelle, le trafic et la traite des êtres humains, ou encore le travail forcé dans les secteurs minier, manufacturier ou agricole ;
- les droits des peuples autochtones mis en danger par la présence de marchés criminels, notamment l'accaparement de terres, l'exploitation forestière illégale, l'exploitation minière illégale ou les plantations de cultures illégales dans les territoires protégés ;
- les droits des femmes, notamment le harcèlement ou les attaques systématiques des communautés LGBTQ+ par des acteurs criminels ;
- atteintes aux droits des migrants par des organisations criminelles contrôlant les itinéraires ou la mobilité ;
- protection de la liberté d'expression, notamment en ce qui concerne les maisons de presse et les journalistes indépendants, contre le harcèlement ou les attaques d'acteurs criminels ;
- protection des droits numériques, y compris lorsque des groupes criminels organisés exploitent des communautés vulnérables par le biais de menaces numériques, ou lorsque la législation anti-cybercriminalité est utilisée par les autorités pour réprimer les protestations, la liberté d'expression ou le partage d'informations.

À propos du Fonds pour la résilience

Grâce au soutien du gouvernement norvégien, en mars 2019, la GI-TOC a lancé le Fonds pour la résilience de la société civile contre le crime organisé, qui vise à contrer l'impact du crime organisé dans le monde entier en soutenant les efforts de la société civile et des acteurs non étatiques pour développer la résilience dans leurs communautés (plus d'informations [ici](#)).

À propos de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime

La GI-TOC est une organisation internationale à but non lucratif composée d'un réseau de plus de 600 experts mondiaux et régionaux indépendants. La GI-TOC cherche à ouvrir de nouvelles voies d'analyse pour apporter des solutions novatrices aux défis du crime organisé, et à servir de plateforme d'échange et de collaboration entre les gouvernements, la société civile, les universitaires, le secteur privé et d'autres acteurs. Fondée en 2013 et basée à Genève, la GI-TOC est représentée sur tous les continents (plus d'informations [ici](#)).